



Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

**SÉANCE DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON
SUD DU 5 NOVEMBRE 2020 À 15 H**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-243300563-20201105-DEL-2020-11-104-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/11/2020

Affichage : 09/11/2020

Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS



L'AN DEUX MILLE VINGT, le 5 NOVEMBRE à 15h, LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, dûment convoqué le 30 octobre 2020, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Madame Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente.

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 44

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS

May ANTOUN (de la délibération n° DEL-2020-11-104 à la délibération n° DEL-2020-11-122), Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Jean-François BOUDIGUE, Jacques CHAUVET, Valérie COLLADO (jusqu'à la délibération n° DEL-2020-11-121), Bernard COLLINET, Patrick DAVET, Valentin DEISS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, François DELUGA (jusqu'à la délibération n° DEL-2020-11-121), Karine DESMOULIN, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Anne ELISSALDE, Yves FOULON (jusqu'à la délibération n° DEL-2020-11-110), Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Christelle JECKEL, Tony LOURENÇO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIÉ, Marc MURET, Xavier PARIS, Marielle PHILIP, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES, Paul SCAPPAZZONI

ABSENTS REPRÉSENTÉS, conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Georges AMBROISE a donné pouvoir à Gérard SAGNES
Geneviève BORDEDEBAT a donné pouvoir à Sophie DEVILLIERS
Chantal DABÉ a donné pouvoir à Evelyne DONZEAUD
Philippe DE LAS HERAS a donné pouvoir à Karine DESMOULIN
Yves FOULON a donné pouvoir à Patrice BEUNARD (à partir de la délibération n° DEL-2020-11-111)
Yves HERSZFELD a donné pouvoir à May ANTOUN
Catherine OTHABURU a donné pouvoir à Éric BERNARD
Bruno PASTOUREAU a donné pouvoir à Dominique POULAIN
Cyril SOCOLOVERT a donné pouvoir à François DELUGA

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :

Valérie COLLADO (à partir de la délibération n° DEL-2020-11-122)
François DELUGA (à partir de la délibération n° DEL-2020-11-122)

ABSENT(S) :

May ANTOUN (pour la délibération n° DEL-2020-11-123)
Isabelle DEVARIEUX

ÉTAIENT ÉGALEMENT PRÉSENTS :

Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services par intérim
Patrick LABRUE, Directeur de Cabinet

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valentin DEISS est désigné comme Secrétaire de séance et Karine DESMOULIN comme Secrétaire adjointe



Conseil Communautaire du 5 novembre 2020

RAPPORTEUR : Patrick DAVET

N° DEL-2020-11-104

DÉBAT SUR L'OPPORTUNITÉ DE CONCLURE OU PAS UN PACTE DE GOUVERNANCE

Mes Chers Collègues,

Considérant qu'après chaque renouvellement général des Conseils Municipaux ou une opération prévue aux articles L.5211-5-1 A ou L.5211-41-3, le Président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre inscrit à l'ordre du jour de l'organe délibérant :

1- un débat et une délibération sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre les communes et l'établissement public ;

2- un débat et une délibération sur les conditions et modalités de consultation du Conseil de Développement prévu à l'article L.5211-10-1 et d'association de la population à la conception, à la mise en œuvre ou à l'évaluation des politiques de l'établissement public.

Par conséquent, le Conseil Communautaire peut ou non décider de l'élaboration du pacte de gouvernance.

Dans l'affirmative, le pacte de gouvernance doit être adopté dans un délai de neuf mois à compter du renouvellement général ou de l'opération mentionnée au premier alinéa du présent I, après avis des Conseils Municipaux des communes membres, rendu dans un délai de deux mois après la transmission du projet de pacte.

Il est proposé un rétroplanning pour son élaboration :

- 1- une délibération du Conseil Communautaire décidant ou non l'élaboration d'un pacte de gouvernance ;
- 2- l'élaboration d'un pacte en cas d'accord du Conseil Communautaire ;
- 3- l'avis des Conseils Municipaux des communes membres de la COBAS sur le contenu du pacte de gouvernance ;
- 4- la prise d'une nouvelle délibération de la COBAS adoptant le pacte de gouvernance.

Le pacte de gouvernance peut prévoir :

- 1- les conditions dans lesquelles sont mises en œuvre les dispositions de l'article L.5211-57 qui définit « Les décisions du conseil d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont les effets ne concernent qu'une seule des communes membres ne peuvent être prises qu'après avis du conseil municipal de cette commune. S'il n'a pas été rendu dans le délai de trois mois à compter de la transmission du projet de la communauté, l'avis est réputé favorable. Lorsque cet avis est



Conseil Communautaire du 5 novembre 2020

défavorable, la décision est prise à la majorité des deux tiers des membres du conseil de l'établissement public de coopération intercommunale. » ;

- 2- les conditions dans lesquelles le bureau de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre peut proposer de réunir la Conférence des Maires pour avis sur des sujets d'intérêt communautaire ;
- 3- les conditions dans lesquelles l'établissement public peut, par convention, confier la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs de ses communes membres ;
- 4- la création de commissions spécialisées associant les Maires. Le pacte détermine alors leur organisation, leur fonctionnement et leurs missions. Le pacte fixe, le cas échéant, les modalités de fonctionnement des commissions prévues à l'article L.5211-40-1 ;
- 5- la création de conférences territoriales des Maires, selon des périmètres géographiques et des périmètres de compétences qu'il détermine. Les conférences territoriales des Maires peuvent être consultées lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre. Les modalités de fonctionnement des conférences territoriales des Maires sont déterminées par le règlement intérieur de l'organe délibérant de l'établissement public ;
- 6- les conditions dans lesquelles le Président de l'établissement public peut déléguer au Maire d'une commune membre l'engagement de certaines dépenses d'entretien courant d'infrastructures ou de bâtiments communautaires. Dans ce cas, le pacte fixe également les conditions dans lesquelles le Maire dispose d'une autorité fonctionnelle sur les services de l'établissement public, dans le cadre d'une convention de mise à disposition de services ;
- 7- les orientations en matière de mutualisation de services entre les services de l'établissement public et ceux des communes membres afin d'assurer une meilleure organisation des services ;
- 8- les objectifs à poursuivre en matière d'égale représentation des femmes et des hommes au sein des organes de gouvernance et des commissions de l'établissement public.

VU l'article L.5211-11-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, crée par l'article 1 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique dite « Engagement et proximité »,

CONSIDÉRANT que le recours au pacte n'est pas une obligation mais qu'un débat doit toutefois avoir lieu sur son principe,

CONSIDÉRANT que le pacte de gouvernance ne se substitue pas au projet de territoire mais établit l'équilibre des relations entre les communes et l'EPCI,

CONSIDÉRANT que la COBAS souhaite, par le biais d'un Conseil de Développement à l'échelle du Pays, sensibiliser les citoyens aux enjeux territoriaux et mobiliser les acteurs sur la définition des projets et des politiques publiques. La volonté étant de permettre à la société civile de prendre part aux actions menées sur le territoire.

VU l'avis favorable du Bureau,

Je vous propose mes Chers Collègues, de bien vouloir :



Conseil Communautaire du 5 novembre 2020

- DONNER ACTE à la Présidente de la tenue d'un débat en Conseil Communautaire sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance, conformément à la proposition inscrite dans l'article L.5211-11-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- DÉCIDER de créer un pacte de gouvernance entre les communes membres et la COBAS ;
- DÉCIDER de travailler collégialement sur un Projet de Territoire ;
- APPROUVER les principes de pilotage et de portage du Conseil de Développement à l'échelle du Pays Bassin d'Arcachon Val de l'Eyre.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus

Le Conseil à l'unanimité : ADOPTE

Et ont signé les membres présents

Pour extrait certifié conforme

Arcachon, le 6 novembre 2020

Marie-Hélène DES ESGAULX

PRÉSIDENTE de la COBAS

